Spedizione in abbonamento postale

Anno 92° — Numero 205

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Venerdì, 7 settembre 1951 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 6024 Semestrale L. 3516 Trimestrale L. 2012 Un fascicolo L. 30.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 6024 Semestrale L. 3516 Trimestrale L. 2012 Un fascicolo L. 30.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, via XX Settembre (palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa ,,) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in ROMA - presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 - Firenze, via Cavour n. 46 r - Napoli, via Chiaia n. 5 - Torino, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa ,,) sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Conferimento all'on. avv. Attilio Piccioni delle funzioni del Presidente del Consiglio dei Ministri e Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri nell'assenza dell'on. dott. Alcide De Gasperi.

Con decreto del Presidente della Repubblica, in data 4 settembre 1951, su proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, l'on. avv. Attilio Piccioni, Ministro Segretario di Stato senza portafoglio, Vice Presidente del Consiglio dei Ministri, è stato incaricato di esercitare, nell'assenza dell'on. dott. Alcide De Gasperi, le funzioni del Presidente del Consiglio dei Ministri e Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri, e ad interim per l'Africa Italiana.

(4503)

LEGGI E DECRETI

LEGGE 24 luglio 1951, n. 746.
Ratifica ed esecuzione della Convenzione di conciliazione e Regolamento giudiziario fra l'Italia e la Grecia, conclusa a San Remo il 5 novembre 1948.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione di conciliazione e Regolamento giudiziario fra l'Italia e la Grecia conclusa a San Remo il 5 novembre 1948.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione suddetta a decorrere dalla sua entrata in vigore.

Art. 3.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Caprarola, addì 24 luglio 1951

EINAUDI

DE GASPERI — SFORZA — PICCIONI

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI

Convention de conciliation et Règlement judiciaire entre l'Italie et la Grèce

Le Président de la République Italienne et Sa Majesté le Roi des Hellènes, ayant résolu de conclure une convention pour le règlement amiable des différends qui pourraient s'élever entre les deux Pays, ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires:

Le Président de la République Italienne:

Son Excellence Monsieur Carlo SFORZA, *Ministre des Affaires Etrangères*, et

Sa Majesté le Roi des Hellènes:

Son Excellence Monsieur Costantin TSALDARIS, *Vice-Président du Conseil des Ministres et Ministre des Affaires Etrangères*,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1

La Grèce et l'Italie s'engagent à soumettre à la procédure de conciliation prévue dans les articles 4 à 15 ci-après toutes les questions qui viendraient à les diviser et qui n'auraient pu être résolues par les procédés diplomatiques ordinaires.

En cas d'échec de la procédure de conciliation un règlement judiciaire sera recherché conformément aux articles 16 et suivants de la présente convention.

Art. 2

Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale serait prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Parties en litige seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions.

Art. 3

1. S'il s'agit d'un différend dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des autorités judiciaires ou administratives, cette Partie pourra s'opposer à ce que ce différend soit soumis aux diverses procédures prévues par la présente convention avant qu'une décision définitive ait été rendue dans des délais raisonnables par l'autorité compétente.

2. La Partie qui, dans ce cas, voudra recourir aux procédures prévues par la présente convention devra notifier à l'autre Partie son intention dans un délai d'un an, à partir de la décision susvisée.

Art. 4

Une Commission permanente de conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront l'entrée en vigueur de la présente convention.

Cette Commission sera composée de trois membres.

Les Hautes Parties contractantes nommeront chacune un commissaire choisi parmi leurs mationaux respectifs. Elles désigneront, d'un commun accord, le président qui ne devra ni être ressortissant des Hautes Parties contractantes, ni avoir sa résidence habituelle sur leurs territoires, ni se trouver à leurs services. Si, à défaut d'entente, la nomination du président n'intervient pas dans le délai prévu à l'alinéa précédent, ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, il sera désigné de la façon suivante:

Chacune des deux Hautes Parties contractantes présente deux candidats pris sur la liste des membres de la Cour Permanente d'arbitrage de La Haye en dehors des membres désignés par les Parties et n'étant les nationaux d'aucune d'Elles. Le sort détermine lequel des candidats ainsi présentés sera le président.

Dans le cas où l'une des Hautes Parties contractantes ne présenterait pas ses candidats, il appartiendrait au Président de la Cour de désigner, sur la demande de l'une d'Elles, le président de la Commission permanente.

Les commissaires sont nommés pour trois ans. Ils seront rééligibles. Ils resteront en fonction jusqu'à leur remplacement et, en tous les cas, jusqu'à l'expiration de leur mandat.

Tant que la procédure n'est pas ouverte, chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit de révoquer le commissaire nommé par elle et de lui désigner un successeur. Elle aura aussi le droit de retirer son consentement à la nomination du président.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite d'expiration de

mandat, de révocation, de décès, de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Art. 5

La Commission de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président, par les deux Parties agissant d'un commun accord, ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties. La requête, après avoir exposé l'objet du litige, contiendra l'invitation à la Commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée en même temps par celle-ci à l'autre Partie.

Art. 6

Dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'une des Parties aura porté un différend devant la Commission de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La Partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

Art. 7

La Commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire des Parties, au lieu désigné par son président.

Art. 8

La Commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles et de s'efforcer de concilier les Parties.

Après examen de l'affaire elle formulera, dans un rapport, des propositions en vue du règlement du différend.

Art. 9

La procédure devant la Commission de conciliation sera contradictoire.

La Commission réglera elle-même la procédure en tenant compte, sauf décisions contraires prises à l'unanimité, des dispositions contenues au titre IIIème de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Art. 10

Les déliberations de la Commission de conciliation auront lieu à huis clos, à moins que la Commission, d'accord avec les Parties, n'en décide autrement.

Art. 11

Les Parties auront le droit de nommer auprès de la Commission des agents, conseils et experts, qui serviront en même temps d'intermédiaires entre Elles et la Commission, ainsi que de demander l'audition de toute personne dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux parties ainsi qu'à toute personne qu'elle jugerait utile de faire comparaître, avec l'assentiment de leurs Gouvernements.

Art. 12

Les Parties s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de conciliation et en particulier à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user de tous les moyens dont Elles disposent d'après leur législation pour lui permettre de procéder à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts.

Art. 13

La Commission de conciliation présentera son rapport dans les quatre mois à compter du jour où elle a été saisie du différend, à moins que les Parties ne conviennent de prolonger ce délai.

Un exemplaire du rapport sera remis à chacune des Parties. Le rapport n'aura, ni quant à l'exposé des faits, ni quant aux considérants juridiques, le caractère d'une sentence arbitrale.

Art. 14

La Commission de conciliation fixera le délai dans lequel les Parties auront à se prononcer au sujet des propositions de règlement contenues dans son rapport. Ce délai ne dépassera pas trois mois.

Art. 15

Pendant la durée effective de la procédure, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté de commun accord entre les Parties qui en supporteront chacune une partie égale.

Les frais généraux occasionnés par le fonctionnement de la Commission seront répartis de la même façon.

Art. 16

Si l'une des Parties n'accepte pas les propositions de la Commission de conciliation ou ne se prononce pas dans le délai fixé par son rapport, chacune d'Elles pourra demander que le litige soit soumis à la Cour Internationale de Justice.

Dans le cas où, de l'avis de la Cour de Justice, le litige ne serait pas d'ordre juridique, les Parties conviennent qu'il sera tranché *ex aequo et bono*.

Art. 17

Les Parties contractantes établiront, dans chaque cas particulier, un compromis spécial déterminant nettement l'objet du différend, les compétences particulières qui pourraient être dévolues à la Cour Internationale de Justice, ainsi que toutes autres conditions arrêtées entre Elles.

Le compromis sera établi par échange de notes entre les Gouvernements des Parties contractantes.

Il sera interprété en tous points par la Cour de Justice.

Si le compromis n'est pas arrêté dans les trois mois à compter du jour où l'une des Parties a été saisie d'une demande aux fins de règlement judiciaire, chaque Partie pourra saisir la Cour de Justice par voie de simple requête.

Art. 18

Si la Cour Internationale de Justice établissait qu'une décision d'une instance judiciaire ou de toute autre autorité relevant de l'une des Parties contractantes se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit des gens et si le droit constitutionnel de cette Partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer par voie administrative les conséquences de la décision dont il s'agit, il serait accordé à la Partie lésée une satisfaction équitable d'un autre ordre.

Art. 19

L'arrêt rendu par la Cour Internationale de Justice sera exécuté de bonne foi par les Parties.

Les difficultés auxquelles son interprétation pourrait donner lieu seront tranchées par la Cour de Justice, que chacune des Parties pourra saisir à cette fin par voie de simple requête.

Art. 20

Durant le cours de la procédure de conciliation ou de la procédure judiciaire, les Parties contractantes s'abstiendront de toute mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable sur l'acceptation des propositions de la Commission de conciliation ou sur l'exécution de l'arrêt de la Cour Internationale de Justice.

Art. 21

Si une procédure de conciliation ou une procédure judiciaire est pendante lors de l'expiration de la présente convention, elle suivra son cours conformément aux dispositions de la présente convention ou de toute autre convention que les Parties contractantes seraient convenues de lui substituer.

Art. 22

Les contestations qui pourraient surgir, soit dans l'interprétation, soit dans l'exécution de la présente convention, seront soumises directement, par voie de simple requête, à la Cour Internationale de Justice.

Art. 23

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible et entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications qui aura lieu à Athènes. Elle aura une durée de cinq ans à partir de la date de l'échange des instruments de ratification. Si elle n'est pas dénoncée six mois avant l'expiration de ce délai, elle restera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention et l'ont munie de leurs sceaux.

Fait à San Remo, en double expédition le 5 novembre 1948.

Pour l'Italie — SFORZA

Pour la Grèce — TSALDARIS

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

LEGGE 27 luglio 1951, n. 747.

Concessione di un contributo straordinario di L. 10.000.000 alla Commissione incaricata dell'organizzazione del XIV Congresso internazionale di sociologia.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

E' autorizzata la concessione di un contributo straordinario di L. 10.000.000 per la stampa degli atti del XIV Congresso internazionale di sociologia che ha avuto luogo in Roma nell'anno 1951.

Art. 2.

Alla spesa di cui al precedente art. 1 si farà fronte per L. 5.000.000 con lo stanziamento del capitolo n. 104 dello stato di previsione delle spese del Ministero degli affari esteri per l'esercizio 1950-51 e per L. 5.000.000 mediante riduzione del capitolo n. 458 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'esercizio medesimo.

Con decreto del Ministro per il tesoro sarà provveduto alle occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 27 luglio 1951

EINAUDI

DE GASPERI — SFORZA — PELLA

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI

LEGGE 12 agosto 1951, n. 748.

Provvidenze finanziarie per il riassetto dell'industria mineraria, carbonifera e zolfifera.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1

Il Ministro per il tesoro, di concerto con il Ministro per l'industria e per il commercio, è autorizzato a concedere all'Azienda Carboni Italiani (A.Ca.I.) un'anticipazione di otto miliardi allo scopo di provvedere ai lavori per la riorganizzazione tecnico-economica delle miniere carbonifere del Sulcis e per la costruzione di una centrale termo-elettrica destinata alle esigenze delle miniere stesse e, in genere, a quelle dell'industria sarda.

Le condizioni e le modalità per la restituzione da parte dell'Azienda Carboni Italiani (A.Ca.I.) della suddetta anticipazione saranno stabilite con decreto del Ministro per il tesoro.

Art. 2.

Il Ministro per l'industria e per il commercio, di concerto con i Ministri per il tesoro e per le finanze, è autorizzato a corrispondere un'anticipazione di duecento milioni a favore del commissario ministeriale incaricato della gestione delle miniere di lignite denominate « Castelnuovo », « Allori » e « Pianacci », in territorio del comune di Cavriglia (Arezzo).

La somma predetta sarà destinata anche al soddisfacimento delle esigenze finanziarie del periodo di gestione successivo all'entrata in vigore della presente legge, in base ai piani approvati dal Ministro per l'industria e per il commercio.

Le condizioni e le modalità per la restituzione della suddetta anticipazione saranno stabilite con decreto del Ministro per il tesoro.

Art. 3.

Il Ministro per l'industria e per il commercio, di concerto con il Ministro per il tesoro, è autorizzato altresì ad accordare alle imprese minerarie, fino ad una spesa massima complessiva di lire nove miliardi, finanziamenti per l'esecuzione dei lavori di riorganizzazione e di sviluppo delle miniere zolfifere, concesse ai termini del decreto legislativo 29 luglio 1927, n. 1443.

Art. 4.

Le istanze per i finanziamenti previsti nell'articolo precedente devono essere presentate al Ministero della industria e del commercio entro tre mesi dall'entrata in vigore della presente legge e sono sottoposte all'esame tecnico-economico di una Commissione nominata dal Ministro per l'industria e per il commercio e composta di un massimo di undici membri, uno dei quali in rappresentanza dell'Ente Zolfi Italiani, due in rappresentanza dei lavoratori e due dei datori di lavoro designati dalle rispettive organizzazioni sindacali a carattere nazionale.

Partecipa alle riunioni di detta Commissione, con diritto di voto, un rappresentante della Regione siciliana quando debbano essere prese in esame istanze concernenti miniere siciliane.

Art. 5.

Il Ministro per l'industria e per il commercio, di concerto con il Ministro per il tesoro, nell'accordare il finanziamento, stabilisce le garanzie che devono essere date e le condizioni e le modalità per la restituzione della anticipazione.

Il programma dei lavori deve essere approvato dal Ministero dell'industria e del commercio.

Per le operazioni necessarie, il Ministro per l'industria e per il commercio si varrà dell'Ente Zolfi Italiani (E.Z.I.).

I rapporti fra l'Ente stesso, il Ministero dell'industria e del commercio e quello del tesoro sono regolati da apposita convenzione, che sarà stipulata entro tre mesi dall'entrata in vigore della presente legge.

Il Ministero dell'industria e del commercio dispone ispezioni e riscontri diretti ad accertare l'effettivo impiego delle somme anticipate e l'esecuzione del programma di lavori.

Art. 6.

Il Ministro per il tesoro, di concerto con il Ministro per l'industria e per il commercio, è autorizzato a concedere all'Ente Zolfi Italiani (E.Z.I.) un contributo di L. 950.000.000 per il compimento di studi geologici, prospezioni geofisiche, sondaggi e, in genere, lavori di ricerca concernenti le miniere di zolfo, nonchè di studi e impianti sperimentali di estrazione dello zolfo dal minerale o di utilizzazione dell'anidride solforosa ed, in genere, lavori e studi utili all'incremento e al riordinamento dell'industria zolfifera.

Si applica a favore dell'E.Z.I. l'art. 16, secondo e terzo comma del regio decreto-legge 29 luglio 1927, numero 1443.

Art. 7.

Il programma dei lavori di cui all'articolo precedente è approvato dal Ministero dell'industria e del commercio.

L'Ente Zolfi Italiani renderà conto al Ministero predetto delle somme impiegate.

Art. 8.

Alla spesa autorizzata dalla presente legge si provvede:

1) per le anticipazioni previste nell'art. 1 con milioni 8000 dello stanziamento iscritto al capitolo n. 681 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'esercizio 1951-52;

2) per le anticipazioni di cui all'art. 2, per i finanziamenti di cui all'art. 3, per le spese della Commissione prevista nell'art. 4, per le ispezioni e i riscontri di cui all'art. 5 e per il contributo di cui all'art. 6, con milioni 10.150 delle maggiori entrate accertate con nota di variazione allo stato di previsione dell'entrata per l'esercizio 1950-51 (4° provvedimento).

Art. 9.

Con decreto del Ministro per il tesoro saranno apportate le variazioni di bilancio occorrenti per l'attuazione della presente legge.

Art. 10.

La presente legge entrerà in vigore nel giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 12 agosto 1951

EINAUDI

DE GASPERI — CAMPILLI — VANONI

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI

LEGGE 22 agosto 1951, n. 749.

Finanziamento del programma assistenziale svolto dall'Amministrazione per gli Aiuti Internazionali.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Fino al riordinamento delle varie forme assistenziali, è autorizzato in favore dell'Amministrazione Aiuti Internazionali anche per l'esercizio finanziario 1951-52 e per quelli successivi un finanziamento di L. 5 miliardi.

All'onere di cui al precedente comma si provvederà per l'esercizio 1951-52 con l'apposito stanziamento già iscritto al capitolo 513 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per lo stesso esercizio.

Art. 2.

Per la gestione del fondo di cui al precedente articolo si applicano le disposizioni dell'art. 3 della legge 30 novembre 1950, n. 994.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Gressoney, addì 22 agosto 1951

EINAUDI

DE GASPERI — VANONI

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI

AVVISO DI RETTIFICA

Nel decreto del Presidente della Repubblica 30 luglio 1950, n. 1295, pubblicato a pag. 1715 della *Gazzetta Ufficiale* in data 6 giugno 1951, n. 126, ed a pag. 4851 della Raccolta ufficiale delle leggi e decreti (Vol. XIII fasc. unico) in luogo di « Rag. Mario Vittorio Favilla » leggasi « Rag. *Maria Vittoria* Favilla ».

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Nomina del vice presidente dell'Istituto autonomo per le case popolari di Bologna

Con decreto del Ministro per i lavori pubblici n. 5570 in data 3 settembre 1951, è stato nominato vice presidente dell'Istituto autonomo per le case popolari di Bologna l'ing. Elio Mattioli.

(4495)

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Messina ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1950

Con decreto interministeriale in data 26 giugno 1951, registrato alla Corte dei conti il 3 settembre 1951, registro n. 30 Interno, foglio n. 229, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Messina di un mutuo di L. 1.304.750.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1950.

(4494)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Proroga dei poteri conferiti al commissario della Società cooperativa agricola dei partigiani d'Italia, sezione di Vermicino, con sede in Roma.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 31 agosto 1951, i poteri conferiti al dott. Giuseppe Capece, commissario della Società cooperativa agricola dei partigiani d'Italia, sezione di Vermicino, con sede in Roma, sono stati prorogati al 15 ottobre 1951.

(4496)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO DIVISIONE X PORTAFOGLIO

N. 181

CAMBI VALUTARI (Esportazione)

Cambi di chiusura del 7 settembre 1951

	Dollaro		Dollaro
Borsa di Bologna	624,90	Borsa di Palermo	624,92
» Firenze	624,88	» Roma	624,90
» Genova	624,92	» Torino	624,87
» Milano	624,92	» Trieste	624,94
» Napoli	624,80	» Venezia	624,89

Media dei titoli del 7 settembre 1951

Rendita 3,50 % 1906	69,875
Id. 3,50 % 1902	68,55
Id. 3 % lordo	45,25
Id. 5 % 1935	96 —
Redimibile 3,50 % 1934	71,95
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (con tagliando)	71,325
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (ex tagliando)	70,475
Id. 5 % (Ricostruzione)	91,475
Id. 5 % 1936	90,15
Buoni del Tesoro 4 % (15 settembre 1951)	99,625
Id. 5 % convertiti 1951	99,825
Id. 5 % (scadenza 1959)	98,80
Id. 5 % 1960	98,875

Il contabile del Portafoglio dello Stato
DI CRISTINA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Contrattazione cambi

Quotazioni medie ai sensi del decreto-legge 19 settembre 1949, n. 632, valide per il giorno 7 settembre 1951:

1 dollaro U.S.A. L. 624,91

Cambi di compensazione vigenti

(Valevoli ai sensi degli accordi esistenti con i singoli Paesi)

Belgio	L. 12,50	per franco belga
Danimarca	» 90,46	» corona danese
Francia	» 1,785	» franco francese
Germania	» 148,77	» marco occid.
Norvegia (c/nuovo)	» 87,48	» corona norvegese
Olanda	» 164,44	» fiorino olandese
Svezia (c/speciale)	» 120,78	» corona svedese
Svizzera (conto A)	» 142,90	» franco svizzero

MINISTERO DELLE POSTE E DELLE TELECOMUNICAZIONI

Avviso di rettifica

Nel decreto Ministeriale 16 luglio 1951 recante: Dichiarazione di pubblica utilità, urgente ed indifferibile delle opere inerenti alla costruzione dell'impianto del nuovo sistema irradiante di stazione radiofonica ad onda media, pubblicato a pagina 2731 della *Gazzetta Ufficiale* n. 198, in data 30 agosto 1951, ove è detto « Eramo » leggasi « Eremo ».

(4502)

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Nomina della Commissione giudicatrice del concorso al posto di coadiutore presso il reparto chimico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Parma.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;
Visto il decreto-legge 11 marzo 1935, n. 281, che approva il regolamento dei concorsi ai posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie;
Visto il decreto legislativo luogotenenziale 13 luglio 1945, n. 446, istitutivo dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica;
Visto il decreto del Prefetto di Parma in data 29 gennaio 1951, n. 32262, con cui è stato indetto il concorso interno per titoli ed esami al posto di coadiutore del reparto chimico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi;

Decreta:

E' nominata la Commissione per il concorso interno per titoli ed esami al posto di coadiutore del reparto chimico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Parma.
La Commissione stessa è così costituita:

Presidente:
Erenda dott. Giovanni, vice prefetto.

Membri:
Marginesu prof. Pasquale;
Lusignani prof. Giuseppe;
Calò prof. Aldo, dell'Istituto superiore di sanità;
Salsi prof. Paride.

Segretario:
Boselli dott. Raffaele.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana ed avrà la sua sede in Parma.
Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della prefettura di Parma.

Roma, addì 13 luglio 1951

L'Alto Commissario: COTELLESSA

(4475)

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Pavia.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;
Visto gli articoli 47 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;
Visto l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;
Visto il decreto del Prefetto di Pavia in data 28 novembre 1949, n. 31317, col quale è indetto pubblico concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia al 30 novembre 1948;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Pavia è costituita come appresso:

Presidente:
Vagnarelli dott. Adolfo, vice prefetto.

Componenti:
Salvi prof. dott. Giovanni, veterinario provinciale;
Stazzi prof. dott. Pietro, docente in clinica medica veterinaria;
Leinati prof. dott. Luigi, docente in patologia generale ed anatomia patologica veterinaria;
Fontana dott. Giacomo, veterinario condotto.

Segretario:
Wilmant dott. Guido.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica del presente decreto ed avrà la sua sede in Pavia.
Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 21 agosto 1951

L'Alto Commissario: MIGLIORI

(4484)

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Bergamo al 30 novembre 1949.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;
Visto gli articoli 47 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;
Visto l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;
Visto il decreto del Prefetto di Bergamo in data 30 giugno 1950, n. 21486, col quale è indetto pubblico concorso a poti di veterinario condotto vacanti nella Provincia al 30 novembre 1949;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Bergamo è costituita come appresso:

Presidente:
Ferrante dott. Francesco, vice prefetto.

Componenti:
Curli dott. Umberto, veterinario provinciale;
Stazzi prof. dott. Pietro, docente universitario in clinica medica veterinaria;
Nai prof. dott. Desiderio, docente universitario in patologia generale ed anatomia patologica;
Ronzoni dott. Benedetto, veterinario condotto.

Segretario:
Villa dott. Angelo.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica del presente decreto ed avrà la sua sede in Bergamo.
Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 24 agosto 1951

L'Alto Commissario: MIGLIORI

(4485)

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Varese al 30 novembre 1948.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;
Visto gli articoli 47 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;
Visto l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto del Prefetto di Varese in data 31 dicembre 1948, n. 1533, col quale è indetto pubblico concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella Provincia al 30 novembre 1948;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Varese è costituita come appresso:

Presidente:
D'Alessandro dott. Giovanni, vice prefetto.

Componenti:
Lombardo dott. Antonino, veterinario provinciale;
Stazzi prof. dott. Pietro, docente universitario in clinica medica veterinaria;
Ascoli prof. dott. Alberto, docente universitario in patologia generale e anatomia patologica;
Lattanzi dott. Pier Paolo, veterinario condotto.

Segretario:
Mazzullo dott. Antonino.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica del presente decreto ed avrà la sua sede in Varese.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 23 agosto 1951

L'Alto Commissario: MIGLIORI

(4486)

PREFETTURA DI PALERMO

Graduatoria generale del concorso a tre posti di medico assistente dei dispensari antivenerei vacanti nel comune di Palermo.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI PALERMO

Visto il proprio decreto n. 53581 del 1° ottobre 1950, con il quale venne indetto il concorso per titoli ed esami per il conferimento di tre posti di medico assistente dei dispensari antivenerei del comune di Palermo;
Visti gli atti della Commissione giudicatrice, nominata con decreto prefettizio n. 12271 del 20 marzo 1951;
Visto il testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;
Visto il decreto Ministeriale 3 novembre 1937, che detta norme per la nomina dei medici dei dispensari antivenerei;
Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, la legge 1° marzo 1949, n. 55, e la legge regionale 11 marzo 1950, n. 20;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria del concorso a tre posti di medico assistente dei dispensari antivenerei del comune di Palermo:

1. Berna prof. Pietro	punti 124,25	su 150
2. Grana dott. Adalberto	» 107,20	»
3. Tesauro dott. Salvatore	» 101,09	»
4. Polizzi dott. Antonino	» 95,60	»
5. Scudero dott. Martino	» 87,25	»
6. Sireci dott. Giuseppe (I.G.)	» 86,75	»
7. La Leta dott. Salvatore	» 84,82	»
8. Longo dott. Antonino	» 79,50	»
9. Piccolo dott. Giovanni (I.G.)	» 78 —	»
10. Lilla dott. Agatone	» 76,50	»

Il presente decreto verrà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nella « Gazzetta Ufficiale » della Regione siciliana e pubblicato, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura, dell'Ufficio provinciale di sanità pubblica ed in quello del comune di Palermo.

Palermo, addì 13 agosto 1951

p. *Il prefetto*: VADALÀ

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI PALERMO

Visto il decreto prefettizio n. 44809 del 13 agosto 1951, col quale venne approvata la graduatoria dei partecipanti al concorso per tre posti di medico assistente dei dispensari antivenerei del comune di Palermo;
Visto il decreto Ministeriale 30 novembre 1937;
Visto il testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;
Vista la nota n. 3395 del 7 agosto 1951 del sindaco di Palermo, con la quale comunica che fra il personale sanitario in servizio vi è la percentuale degli invalidi di guerra, prevista dalla vigente legge 3 giugno 1951, n. 375;

Decreta:

I seguenti concorrenti sono dichiarati vincitori del concorso per tre posti di medico assistente dei dispensari antivenerei del comune di Palermo:

1) Berna prof. Pietro;
2) Grana dott. Adalberto;
3) Tesauro dott. Salvatore.

Il presente decreto verrà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nella « Gazzetta Ufficiale » della Regione siciliana e pubblicato, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura, dell'Ufficio provinciale di sanità pubblica ed in quello del comune di Palermo.

Palermo, addì 13 agosto 1951

p. *Il prefetto*: VADALÀ

(4448)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.